

Table of Contents

<u>Une cause "noble et nécessaire".....</u>	1
<u>Six ans plus tard.....</u>	2
<u>Ben Laden a réussi à nous faire capoter.....</u>	3
<u>Les militaires canadiens infligent de lourdes pertes aux talibans.....</u>	5
<u>Les talibans étendent leur influence.....</u>	7
<u>Afghanistan : un échec, un autre 11 septembre.....</u>	9
<u>Les affres de l'apaisement, six ans après le 11 septembre.....</u>	10
<u>Poursuite de l'offensive canadienne en Afghanistan.....</u>	12
<u>Pour les bonnes raisons.....</u>	13
<u>Le Bloc bien implanté en terre agricole.....</u>	15
<u>Pas de contradiction; La position du Parti libéral du Canada est claire: il faut dès maintenant préparer l'après février 2009.....</u>	17
<u>Guerre et "game".....</u>	19
<u>Les talibans prêts à parler avec Karzaï; 27 morts et 57 blessés dans un attentat suicide commis dans le sud du pays.....</u>	21
<u>Dion exige l'annonce de la fin de la mission en Afghanistan.....</u>	22
<u>Un échec en Afghanistan serait dramatique.....</u>	23
<u>Les talibans gagnent du terrain en Afghanistan.....</u>	24
<u>Ils ont gagné.....</u>	26
<u>Harper reconnaît la nation québécoise en Australie.....</u>	28
<u>L'offensive conjointe contre les talibans a continué lundi en Afghanistan.....</u>	31
<u>Les films sur la guerre abondent au Festival du film de Toronto.....</u>	32
<u>Le Canada et l'Australie peuvent faire une différence, affirme Stephen Harper.....</u>	33
<u>De nombreux kamikazes afghans sont entraînés au Pakistan, selon un rapport de l'ONU.....</u>	34

Table of Contents

<u>Un groupe insurgé irakien menace de tuer un otage Allemand si Berlin ne retire pas ses troupes d'Afghanistan.....</u>	35
<u>Attentat–suicide dans le sud de l'Afghanistan: 28 morts.....</u>	36
<u>Un échec en Afghanistan pourrait mener à un autre 11 septembre, selon MacKay.....</u>	37

Une cause "noble et nécessaire"

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.11

SECTION: Actualités

PAGE: 31

SOURCE: La Presse

WORD COUNT: 170

Dans son discours d'une vingtaine de minutes devant les parlementaires australiens, M. Harper a profité du sixième anniversaire des attentats terroristes aux États-Unis pour défendre la mission canadienne en Afghanistan, affirmant qu'il s'agit d'une cause "noble et nécessaire".

Il a souligné que le Canada et l'Australie ont souffert à leur manière d'actes terroristes. Vingt-quatre Canadiens ont perdu la vie dans les attentats du 11 septembre 2001.

Et 70 soldats et un diplomate canadiens ont été tués en Afghanistan. Plusieurs Australiens ont aussi été tués dans un attentat revendiqué par Al-Qaïda à Bali, en Indonésie.

"Nos deux pays ont été ensanglantés par le terrorisme. Et nous faisons tous les deux notre part pour contrer le terrorisme. En Afghanistan et ailleurs, nos deux pays se sont engagés à collaborer. Comme l'a dit le premier ministre Howard lors de son allocution devant notre Parlement l'année dernière, "ce n'est pas seulement pour le mieux de l'Australie et du Canada, mais pour le mieux de tous les peuples du monde", a affirmé M. Harper.

Six ans plus tard...

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

DATE: 2007.09.11

SECTION: Opinions

PAGE: 8

BYLINE: Dubuc, Jean-Guy

WORD COUNT: 533

Vendredi dernier, Ben Laden faisait une nouvelle apparition sur nos écrans télévisés. Réaction de la conseillère du président Bush pour la Sécurité intérieure : "C'est un homme en fuite, dans une grotte... C'est de la propagande." Peut-être. Reste que tout l'appareil de la Sécurité s'est mis à étudier la vidéo, à comparer les barbes, à supputer les effets possibles. Les partisans d'al-Qaïda ont redoublé d'enthousiasme : "La frappe à venir est inévitable, si Dieu le veut", disent-ils. D'autres musulmans se sont inquiétés : "Les attentats ne résoudre jamais les problèmes, ils ne font que les aggraver. "

Allez dire ça aux islamistes. Essayer de convaincre les talibans de plus en plus portés à suivre les tactiques de leurs frères kamikazes en Afghanistan ou ailleurs. Mort ou vivant, Ben Laden a ses fidèles. Même que sa mort ne changera rien; ses disciples ont entendu un message qu'ils veulent répandre en continuant la guerre sainte, prêts à mourir pour la cause. Les disciples du Christ n'ont jamais cessé de transmettre le message de leur fondateur après sa mort. Sauf que les chrétiens donnaient leur vie au service des autres; et les islamistes donnent la leur pour l'extermination des autres. Différence.

Le seul fait d'évoquer le 11 septembre 2001 engendre chez les Américains une peur incontrôlable. On les comprend. Ce jour-là, ils ont compris qu'ils étaient une cible pour les "fous de Dieu", mais aussi, ils ont compris que leur sentiment de supériorité, de première force mondiale, d'invulnérabilité proverbiale n'était plus qu'un leurre. Aujourd'hui, les Américains ont peur parce qu'ils se sentent impuissants devant la force occulte d'al-Qaïda. Ben Laden mort ou vivant, les Américains ont maintenant des ennemis plus dangereux que les Allemands, les Japonais ou les Soviétiques. C'est ce que leur rappelle le 11 septembre.

Nous aussi, comme le reste du monde, nous avons eu peur. Toute la société occidentale s'oblige à se protéger contre des islamistes qui font sauter leurs bombes dans les grandes villes. Depuis le 11 septembre 2001, notre monde vit dans la menace de l'attaque insensée de fous incontrôlables qui disent devoir tuer au nom d'Allah et de son Prophète.

Donc, deux conséquences néfastes. La première, celle de la crainte universalisée, qui engendre les conflits et divise les peuples, comme le Canada, quand il s'agit de défendre les Afghans, par exemple, contre les talibans. La solution que nous cherchons n'est pas simple; elle nous interroge profondément en tant que citoyens du monde. Les chefs de pays ne peuvent pas s'entendre; leurs concitoyens encore moins. Même dans les pays éloignés de la guerre, on y perd la paix.

Une seconde conséquence : la folie des islamistes propage dans les sociétés arabes, et jusqu'à chez nous, une notion de Dieu qu'une tradition judéo-chrétienne ne peut reconnaître et à laquelle les chefs devraient réagir. Il ne s'agit pas ici de respect des cheminements ou des démarches spirituelles, mais bien d'attaques inhumaines qui se servent de Dieu pour justifier des meurtres.

Silence des chrétiens qui n'osent pas parler de Dieu, de leur Dieu. Pourquoi?

Ben Laden a réussi à nous faire capoter

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.09.11
SECTION: Le monde
PAGE: 27
BYLINE: Lagacé, Patrick
PHOTO: (Photo La Presse)
ILLUSTRATION: Un char d'assaut canadien passe dans un village afghan.
WORD COUNT: 600

Quand 19 fêlés ont fait ce qu'ils ont fait le 11 septembre 2001, nous nous sommes empressés de proclamer que jamais "nous" ne serions battus en brèche.

Nous, bien sûr, c'est la modernité, les démocraties, les sociétés ouvertes. L'Occident, quoi, celui qui est dans nos têtes, pas sur la mappemonde.

Bref, tout ce qui "nous" distingue d'"eux", ces illuminés d'Allah qui lisent le Coran avec une myopie intéressée.

Nos leaders ont clamé, dans le tumulte post-11 septembre : "Ces gens-là ont attaqué notre mode de vie, ils haïssent la liberté, ils haïssent l'idée de sociétés qui laissent Dieu hors de la sphère publique".

Je les ai crus. Je les crois encore.

Je crois encore que les islamo-fascistes sont des nihilistes avec qui il est impossible de raisonner. Peut-on raisonner avec des fuck-the-world qui n'ont pas de demandes véritables, qui ont comme idée de la pureté ce qu'était l'Afghanistan sous les talibans?

Je croyais leur victoire impossible. Puis, un jour, dans un aéroport, on m'a saisi ma pâte à dents avant l'embarquement.

Ce jour-là, c'est devenu très, très clair, pour moi.

Ben Laden a gagné.

Il a réussi à nous faire capoter, capoter bien raide. Il a réussi à nous pousser à avoir peur d'avoir peur, il a réussi à nous faire accepter un tas de trucs qui sont incompatibles avec une démocratie, avec une société ouverte. Il y a la saisie de dangereux tubes de pâte à dent. Il y a ces fouilles de dangereuses vieilles dames aux aéroports. Il y a ces expulsions de dangereux Arabes qui parlent arabe dans des avions. Il y a ces dangereux parallèles musulman égale terroriste...

Bien sûr, c'est anecdotique. Mais ces anecdotes sont les tumeurs d'un cancer, un cancer qui est dans le climat depuis le 11 septembre 2001. Un cancer sécuritaire qui nous fait accepter des choses odieuses.

La plus odieuse? La torture. Les États-Unis d'Amérique pratiquent la torture. Oui, bon, les filous de l'administration Bush refusent de parler de torture et décrivent ce qui se passe dans les "black sites" de la CIA et dans la prison de Guantanamo Bay comme étant des "enhanced interrogation techniques", des techniques d'interrogation améliorées.

Mais c'est de la torture quand même. Et quand une démocratie se met à torturer, quand elle en fait un instrument légitime de l'État, on se demande bien comment elle peut donner des leçons à des régimes totalitaires pour qui la torture est un instrument légitime de l'État. Ou donner des leçons à des islamo-fascistes.

Pendant la guerre froide, c'était simple. Il y avait des bons et il y avait des méchants. Je caricature, bien sûr. L'Ouest, "nous". L'Est, mené par les Soviétiques.

Mais entre les deux camps, c'était facile de choisir. Des tas de gens de l'Est choisissaient, d'ailleurs. Ils faisaient : attention, mot vieillot, comme cassette Beta ou Walkman défection. Il y a un bord, le nôtre, qui possédait une supériorité morale. L'autre possédait des goulags.

Aujourd'hui? C'est le grand historien américain Arthur Schlesinger Jr, mort plus tôt cette année, qui a le mieux résumé les conséquences de la justification américaine de la torture au nom de la démocratie : "Aucune autre politique n'a causé plus de dommage à la réputation américaine dans le monde. Aucune."

Parce que désormais, quand les États-Unis – bref, "nous", que ça vous plaise ou pas – donnent des leçons de démocratie, de droits humains dans le monde, les nihilistes n'ont qu'un mot à dire pour rallier les masses musulmanes : Guantanamo. Ou Abu Ghraib.

Bref, la victoire des 19 meurtriers qui ont tué au nom d'un Allah moyenâgeux, il y a six ans, n'est pas dans la saisie grotesque de bouteilles d'eau Naya et de tubes de Crest, avant que "nous" montions dans nos avions.

Elle est là, dans le lent avilissement de "nos" valeurs occidentales, celles de sociétés ouvertes, celles de la règle de droit. Celles que nous allons défendre et promouvoir ailleurs. En Afghanistan, par exemple...

Les militaires canadiens infligent de lourdes pertes aux talibans

PUBLICATION: Le Droit

DATE: 2007.09.11

SECTION: Actualités

PAGE: 18

SOURCE: PC

PHOTO: PC

DATELINE: KANDAHAR

ILLUSTRATION: "Nous sommes persuadés qu'il n'y a eu aucun décès civil et aucun dommage aux infrastructures civiles dans la région", a affirmé le major Éric Laforest.

WORD COUNT: 375

Un nombre non précisé de talibans ont été tués, mais aucun Canadien blessé, hier, au troisième jour d'une offensive canadienne au coeur du territoire taliban.

La mission vise à renforcer la présence internationale dans le district de Zhari, dans le sud de l'Afghanistan, et à expulser les insurgés d'une région qui a déjà été un de leurs châteaux forts.

"L'opération que nous avons menée au cours des 72 dernières heures a infligé de lourdes pertes aux talibans, tant en ce qui a trait à leur commandement qu'à leurs équipements", a fait savoir le major Éric Laforest aux journalistes, à la base de la Force internationale d'assistance à la sécurité, à l'ouest de la ville de Kandahar.

Les militaires canadiens, en collaboration avec les forces nationales afghanes, ont aussi saisi des armes et des explosifs qui auraient pu être utilisés contre eux ultérieurement, a souligné le major Laforest.

Les rebelles ont riposté aux troupes canadiennes par des tirs de mortiers et de roquettes.

"Comme on pouvait le prévoir, les insurgés ont tenté de riposter et avec les effets combinés des tirs directs et indirects, nous avons été en mesure de leur infliger des dommages et de les repousser", a-t-il ajouté.

En tout, quelque 700 soldats canadiens et membres des forces de sécurité afghanes ont pris part à l'opération.

Le major Laforest a insisté sur le fait que l'opération avait été menée avec beaucoup de précision. Les forces internationales ont été vivement critiquées pour le nombre de civils tués par les affrontements. "Nous sommes persuadés qu'il n'y a eu aucun décès civil et aucun dommage aux infrastructures civiles dans la région", a poursuivi le militaire.

Ultérieurement, la responsabilité de la sécurité de la région sera du ressort des forces nationales afghanes, d'abord encadrées par des militaires canadiens, puis de façon indépendante.

Par le passé, il est arrivé que les forces policières ou militaires afghanes, mal payées, peu entraînées et sous-équipées, cèdent rapidement des zones dont les troupes canadiennes avaient réussi à prendre le contrôle. Le major Laforest a reconnu que les Canadiens avaient déjà sécurisé la région par le passé, et il a assuré qu'ils le referont à nouveau.

Les Forces armées canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada, aux côtés des armées de l'Allemagne et des États-Unis, ont entrepris de former les forces nationales afghanes. Un nouveau programme de mentorat

vient justement d'être mis en place entre les forces canadiennes et la police afghane.

Les talibans étendent leur influence

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.11
SECTION: Actualités
PAGE: 16
SOURCE: La Presse
BYLINE: Noël, André
WORD COUNT: 712

Le but de la guerre est la victoire. Celle-ci est illusoire en Afghanistan, selon un des meilleurs spécialistes de ce pays. Les soldats de la coalition occidentale gagnent des batailles, mais une fois retournés dans leurs bases, tout est à recommencer. Les talibans reviennent et reprennent le terrain perdu. Depuis 2002, ils n'ont pas cessé d'étendre leur zone d'influence.

L'insurrection dirigée par les talibans pénètre de plus en plus profondément en Afghanistan, affirme Antonio Giustozzi, auteur de nombreux livres et articles sur ce pays. Chercheur au Crisis States Research Centre, attaché à la London School of Economics and Political Science, de l'Université de Londres, il multiplie depuis des années les entrevues et les enquêtes dans la capitale, Kaboul, et dans plusieurs régions.

Il n'est pas le seul à se montrer pessimiste quant aux chances de battre militairement les talibans. Dans des termes à peine voilés, le général Guy Laroche, commandant des forces canadiennes à Kandahar, vient lui-même d'exprimer des doutes sur la capacité d'assurer une paix durable. "Tout est sans cesse à recommencer" dans le sud de l'Afghanistan, a-t-il dit dans une déclaration récente.

Dans ses analyses, M. Giustozzi souligne la complexité de la société afghane, l'évolution du pouvoir religieux et le rôle crucial du Pakistan. Il publiera sous peu un livre intitulé *Kuran, Kalashnikov and Laptop the Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan, 2002-2007* (chez Columbia University Press).

Bien des choses ont changé depuis la rapide victoire des États-Unis et des forces anti-talibanes, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. La guerre ne faisait que commencer. Elle a déjà duré six ans, soit autant que la Deuxième Guerre mondiale. A moins de négocier un accord, la coalition occidentale continuera à compter ses morts pendant des années sans réussir à imposer la sécurité, prévoit le chercheur.

Les plus vieux remplacés

Peu de membres du clergé afghan soutenaient ouvertement les talibans après leur chute en 2001. Mais depuis, les vieux membres du clergé ont été remplacés par des plus jeunes. Une bonne partie d'entre eux ont été formés dans les madrassas du Pakistan. Ces établissements religieux se réclament de l'école Deobandi, un courant fondamentaliste dont sont issus les talibans et qui fait la promotion du djihad contre l'Occident.

"En Afghanistan, où la population rurale est fragmentée en de nombreuses communautés souvent rivales, le clergé constitue l'unique réseau supra-communautaire, explique M. Giustozzi. Pouvant faire la promotion d'une action collective, qui dépasse le niveau communautaire, il joue un rôle crucial. De surcroît, l'influence grandissante de l'école Deobandi a unifié et radicalisé le clergé, qui peut maintenant agir comme une courroie de transmission entre les talibans et les communautés locales."

Dès 2003, les réseaux religieux de Zaboul, la province voisine de Kandahar, se sont joints aux talibans. L'année dernière, le gouverneur de cette province reconnaissait que "les leaders religieux de Zaboul soutiennent tous les talibans". En 2004, des membres du clergé commençaient à prôner le djihad contre les

Américains et les forces gouvernementales dans la province de Helmand, où sont concentrés les Britanniques.

Les mollahs ont ensuite commencé à soutenir ouvertement les talibans dans la province de Kandahar, où combattent les Canadiens. L'an dernier, leur soutien à l'insurrection y était généralisé, du moins dans les régions rurales. "Les mollahs sont restés fidèles au gouvernement seulement dans la ville de Kandahar", note M. Giustozzi.

Les mollahs pro-talibans ont étendu leur influence bien au-delà du sud du pays. Ils ont commencé à encourager les fidèles à se joindre au djihad contre les étrangers dans les mosquées de la capitale, Kaboul, et même au nord-est du pays, jadis réfractaire aux talibans. Selon lui, il est clair que le Pakistan accorde un appui tacite aux talibans. Si ce n'était pas le cas, souligne-t-il, le gouvernement du général pakistanais Pervez Musharraf contrôlerait la frontière, que les insurgés franchissent allégrement pour mener leurs attaques ou pour se replier. Une attaque contre le Pakistan, un pays doté de la bombe atomique, aurait des conséquences dramatiques. Très peu d'hommes politiques, aux États-Unis ou ailleurs, envisagent un tel scénario. Reste donc une seule option, selon M. Giustozzi la négociation.

Afghanistan : un échec, un autre 11 septembre

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.11
SECTION: Actualités
PAGE: 16
SOURCE: PC
DATELINE: ST-ANDREWS – N.-B.
WORD COUNT: 216

A la veille du sixième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le ministre de la Défense, Peter Mackay, et l'ambassadeur afghan au Canada, Omar Samad, ont soutenu hier que le monde risquait de nouvelles attaques si la paix et la stabilité n'étaient pas rétablies en Afghanistan.

MM. MacKay et Samad ont déclaré que les conséquences d'un échec seraient trop importantes pour que des pays comme le Canada songent à abandonner l'Afghanistan avant qu'il ne soit prêt à se défendre lui-même contre le terrorisme.

Au cours d'une réunion avec des ambassadeurs étrangers à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick, M. MacKay a affirmé que le Canada devait demeurer vigilant et continuer de jouer un rôle en Afghanistan afin de se protéger du terrorisme.

M. Samad a dit souhaiter que les Canadiens se souviennent de ce qui s'est passé en Afghanistan quand le pays a été oublié par le monde dans les années 1990 et qu'il est tombé aux mains de terroristes, de barons de la drogue, de seigneurs de la guerre et d'al-Qaïda.

M. MacKay a indiqué que la mission militaire canadienne en Afghanistan doit se terminer en février 2009. Il a toutefois prédit que l'implication canadienne dans la reconstruction du pays se poursuivrait "très longtemps".

Le ministre a répété que si la mission militaire devait être prolongée, elle le serait par un vote aux Communes.

Les affres de l'apaisement, six ans après le 11 septembre

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.11
SECTION: Forum
PAGE: 15
ILLUSTRATION: Mahmoud Ahmadinejad
WORD COUNT: 773

Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, le président George W. Bush avait désigné l'Iran faisant partie de cet "axe du mal" qui propage la terreur et menace notre société. Six ans plus tard, cette république islamique demeure aux premières loges de la prolifération de la violence et constitue toujours une menace pour la paix mondiale.

Au vrai, les empreintes digitales du régime iranien se retrouvent partout où il y a du grabuge au Moyen-Orient. On oublie trop souvent que Téhéran a enfanté le Hezbollah en 1982. De nos jours et avec la complicité de la Syrie, l'Iran continue à soutenir cette progéniture terroriste qui est à l'origine de la dernière agression contre Israël, qui a débouché sur le conflit armé de l'été 2006. Dans la même veine, la république des Mollahs soutient activement une autre entité terroriste, le Hamas, non seulement financièrement mais aussi par l'entraînement de ses adhérents en sol iranien. Le régime du président Mahmoud Ahmadinejad met également son grain de sel en Irak et en Afghanistan, y transférant notamment des armes et des ressources militaires. De même, une collaboration a été établie au fil du temps avec le réseau Al-Qaïda. Perfidement mais efficacement, la mouvance islamo-terroriste est inféodée à l'Iran.

Vient ensuite l'incontournable question du club des nations nucléaires, que l'Iran souhaite joindre. La nature du régime iranien, sa rhétorique guerrière – particulièrement ses visées destructrices envers Israël – et son implication en première ligne du terrorisme global font en sorte que l'acquisition d'un tel arsenal ajouterait à la menace qui pèse actuellement sur le Moyen-Orient et le monde. Alors que plusieurs nations possèdent cette technologie dans un dessein défensif, il y a tout lieu de croire que la république islamique voudrait probablement s'en servir à des fins offensives.

Tout cela n'a pourtant rien de bien étonnant. Depuis l'avènement de la révolution islamique avec l'Ayatollah Khomeiny en 1979, l'Iran s'est employée à imposer l'Islam radical, éradiquer les valeurs occidentales du Moyen-Orient et participer au djihad global.

Violence

A la violence propagée à l'extérieur, correspond un régime qui brime les droits humains à l'intérieur de ses frontières. Dans son dernier ouvrage, Michael A. Ledeen détaille à quel point le régime iranien est misogyne, les femmes étant traitées inférieurement aux hommes. Au surplus, les minorités subissent une violente discrimination et les opposants au régime sont brutalement réprimés par les autorités. Il relate notamment le cas d'un blogueur, qui a carrément été mis aux fers pour avoir énoncé ses opinions contraires à celles du régime.

En toile de fond, il est possible de remarquer que la montée de l'Islam radical a été accompagnée par un exode des non musulmans du Moyen-Orient durant les dernières décennies. En Irak, au Liban ou même sous l'Autorité palestinienne – pour ne citer que ces exemples – le traitement des non musulmans est tout simplement alarmant.

Durant les années 1930, le monde observait silencieusement la montée et la progression d'Hitler en Europe. De l'occupation du Rhin – en contravention avec le traité de Versailles – en 1934 à l'invasion de la Pologne en 1939, en passant par la conquête de l'Autriche par les nazis durant l'Anschluss de 1938 ou encore l'annexion de la Tchécoslovaquie la même année, les lunettes roses d'un pacifisme inconscient colorait une réalité pourtant beaucoup plus sombre.

Djihad global

Devant les vents violents de la tempête à venir, Winston Churchill appelait ses contemporains à confronter les forces des ténèbres – devant les sièges vides de la Chambre des communes. Tout simplement, on ne voulait pas l'entendre. Comme l'observe Lynne Olson dans son captivant ouvrage, *Troublesome Young Men*, seuls quelques parlementaires rebelles sympathisaient avec ses vues, lesquels contribueront d'ailleurs à son arrivée au poste de premier ministre lorsque l'ouragan hitlérien s'abattra sur le monde.

Ce ne sont évidemment pas les Iraniens qui sont directement à l'origine des attaques du 11 septembre. Toutefois, les caciques du régime de Téhéran souscrivent à cette volonté d'instaurer un djihad global par l'entremise de cette même forme de violence qui a guidé les terroristes en ce tragique mardi matin.

La lutte contre cette forme de tyrannie – à laquelle participe le Canada en Afghanistan – est loin d'être terminée. Six ans après le début des hostilités, il semble pourtant approprié de méditer sur les paroles de Churchill qui exprimait que "celui qui prône l'apaisement nourrit le crocodile en espérant être dévoré en dernier."

Marc Nadeau, Étudiant au doctorat,

Université de Sherbrooke

Poursuite de l'offensive canadienne en Afghanistan

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.09.11
SECTION: Actualités
PAGE: 19
SOURCE: PC; AFP
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
WORD COUNT: 441

Un nombre non précisé de talibans ont été tués, mais aucun Canadien blessé, hier, au troisième jour d'une offensive canadienne au coeur du territoire taliban.

La mission vise à renforcer la présence internationale dans le district de Zhari, dans le sud de l'Afghanistan, et à expulser les insurgés d'une région qui a déjà été un de leurs châteaux forts.

"L'opération que nous avons menée au cours des 72 dernières heures a infligé de lourdes pertes aux talibans, tant en ce qui a trait à leur commandement qu'à leurs équipements", a fait savoir le major Eric Laforest aux journalistes, à la base de la Force internationale d'assistance à la sécurité, à l'ouest de la ville de Kandahar.

Les militaires canadiens, en collaboration avec les forces nationales afghanes, ont aussi saisi des armes et des explosifs qui auraient pu être utilisés contre eux ultérieurement, a souligné le major Laforest.

Les rebelles ont riposté aux troupes canadiennes par des tirs de mortiers et de roquettes. "Comme on pouvait le prévoir, les insurgés ont tenté de riposter et, avec les effets combinés des tirs directs et indirects, nous avons été en mesure de leur infliger des dommages et de les repousser."

En tout, quelque 700 soldats canadiens et membres des forces de sécurité afghanes ont pris part à l'opération.

Le major Laforest a insisté sur le fait que l'opération avait été menée avec beaucoup de précision. Les forces internationales ont été vivement critiquées pour le nombre de civils tués par les affrontements. "Nous sommes persuadés qu'il n'y a eu aucun décès civil et aucun dommage aux infrastructures civiles dans la région."
Attentat

Par ailleurs, au moins 27 personnes ont été tuées et 57 blessées, en majorité des civils, dans un attentat-suicide perpétré hier à moto et visant un responsable de la police de la province très instable de Helmand, dans le sud de l'Afghanistan.

Vingt-sept corps ont été transférés dans un hôpital local, dont ceux de 13 policiers, et 57 personnes ont été blessées, a annoncé Abdul Manaf, le gouverneur du district de Gereshk, où l'attentat a eu lieu, à environ 600 km au sud-ouest de Kaboul et à une centaine de kilomètres à l'ouest de Kandahar, la principale ville du sud.

Selon un rapport de l'ONU publié en fin de semaine, plus de 100 attentats suicide ont été commis en Afghanistan depuis le début de l'année. Face à cette spirale de la terreur, le président afghan Hamid Karzai avait réitéré dimanche une offre de négociations avec les islamistes.

Un porte-parole des talibans, Youssouf Ahmadi, a répondu positivement hier, quelques heures avant ce nouvel attentat meurtrier. "Pour le bien et les intérêts de la nation (...), nous sommes prêts à des pourparlers avec le gouvernement", a-t-il déclaré. C'est la première réponse positive des talibans à la proposition présidentielle.

Pour les bonnes raisons

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.11
SECTION: ÉDITORIAL
PAGE: a6
BYLINE: Descôteaux,
Bernard
WORD COUNT: 701

Il y a six ans aujourd'hui, le 11 septembre, l'attentat contre les tours jumelles de New York était ressenti par tous les pays occidentaux comme une atteinte à leur sécurité. Le gouvernement canadien a répondu présent lorsqu'il s'est agi de renverser le régime taliban, hôte du réseau terroriste al-Qaïda. Il a ensuite accepté de participer à la reconstruction de l'Afghanistan. Six ans plus tard, le sujet divise les Canadiens, à tel point que la poursuite de la mission canadienne dans ce pays pourrait entraîner la chute du gouvernement Harper.

Depuis l'Australie où il se trouvait dimanche pour une réunion de l'APEC, Stephen Harper a reproché à ses adversaires de jouer au football avec l'Afghanistan. Avant de tenir un vote sur la fin de la mission militaire, il a invité les partis d'opposition à définir ce que devrait être dans l'avenir le rôle du Canada en Afghanistan. Ne soyons pas naïfs! Voyant la situation lui échapper, le premier ministre ne fait que chercher à reprendre possession du ballon.

De la part d'un chef de gouvernement qui s'est si peu préoccupé de consensus autour de la question afghane jusqu'ici, de tels propos sonnent faux. La logique même du parlementarisme donne la responsabilité au gouvernement de définir une position pouvant rallier les partis d'opposition. L'enjeu ici est bien plus grand que la survie même du gouvernement conservateur. Finalement, il s'agit de la capacité même du Canada de jouer un rôle international et de se mobiliser pour des causes qui exigent des sacrifices. Le risque est justement que, le dossier afghan devenant le symbole de l'échec international du Canada, les Canadiens veuillent se replier sur eux-mêmes.

Que peut donc faire le gouvernement Harper dans les circonstances actuelles, si ce n'est d'abord de comprendre les raisons profondes de l'opposition qu'il rencontre. Les Canadiens ne répugnent pas à contribuer à assurer la stabilité et la sécurité de la planète, y compris lorsque cela exige un rôle actif de la part des Forces armées, comme ce fut le cas en Bosnie. Encore faut-il que ce soit pour les bonnes raisons.

Dans le cas présent, on sait trop que ce fut autant pour soulager les Américains pris avec leur intervention en Irak que pour libérer le peuple afghan que le gouvernement Chrétien a accepté d'envoyer des troupes en Afghanistan. L'alignement du présent gouvernement conservateur sur Washington laisse croire que cela est toujours vrai. Cela n'aide pas à faire accepter des sacrifices qui se comptent en pertes de vies humaines. Sacrifices qui apparaissent d'autant plus vains que, sur le terrain militaire, les progrès sont incertains. Le secrétaire général des Nations unies dans un rapport au conseil de sécurité signalait en mars que l'absence de progrès du côté de la reconstruction de leur pays incitait les Afghans à se tourner vers les talibans. Un autre rapport de l'ONU sur les attentats kamikazes rappelait hier encore que, pour combattre le terrorisme, il fallait s'attaquer à la pauvreté qui est l'une des principales racines du terrorisme. Sur ce plan, le sentiment des Canadiens est que leur gouvernement met trop d'accent sur son rôle militaire et pas assez sur sa mission humanitaire.

Le Canada a de bonnes raisons de continuer à être présent en Afghanistan. Il y a des enjeux de sécurité et de développement qui sont liés. Après février 2009, les soldats canadiens pourront se retirer en tout honneur des zones de combat et laisser la place à ceux d'autres pays. Ce pourrait être le tour de l'Allemagne, de la France,

de l'Italie, qui sont de plus grandes puissances que le Canada, d'aller sur la ligne de feu dans les régions hostiles. Les Forces armées canadiennes pourraient revenir à un rôle plus traditionnel d'entraînement des militaires afghans. La priorité pourrait être accordée à la mission humanitaire. Déjà, si cet aspect du rôle du Canada était renforcé dès maintenant, le premier ministre aurait moins de mal à rallier ses concitoyens.

Le Bloc bien implanté en terre agricole

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.09.11
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Castonguay, Alec
ILLUSTRATION: Eve–Mary Thaï Thi Lac
WORD COUNT: 1258

Lundi prochain, les électeurs de Saint–Hyacinthe–Bagot, d'Outremont et de Roberval–Lac–Saint–Jean seront appelés aux urnes pour choisir un nouveau député fédéral. Dans une série de trois textes qui débute aujourd'hui, Le Devoir rend compte des batailles qui font rage entre les candidats dans ces trois circonscriptions fort différentes.

Saint–Hyacinthe – Les 40 étudiants du Centre de formation des Maskoutains attendent, attentifs, que la candidate du Bloc québécois prenne la parole. Une légère odeur de fumier emplit l'air ambiant en ce début du mois de septembre. Dehors, aux limites du village d'Acton Vale qui entoure le centre de formation pour adultes, les champs s'étirent à perte de vue. L'agriculture, c'est le nerf économique de la circonscription de Saint–Hyacinthe–Bagot.

«Près de 25 % des emplois sont reliés de près à l'industrie agroalimentaire», explique Eve–Mary Thaï Thi Lac, qui tente de conserver la circonscription sous les couleurs bloquistes qu'elle arbore depuis 1993. Teint basané naturel, yeux bleus perçants légèrement bridés, cheveux noirs, Eve–Mary Thaï Thi Lac doit sans cesse expliquer ses origines vietnamiennes à des électeurs qui ne baignent pas dans la diversité culturelle. La circonscription, en grande partie rurale, sauf pour la ville de Saint–Hyacinthe, a un taux d'immigration marginal.

Mais le fort accent québécois de la candidate bloquiste a tôt fait de déstabiliser les étudiants adultes, anciens décrocheurs, qui reviennent à Acton Vale pour terminer leur secondaire. «Ce qui surprend le plus les gens, c'est mon accent!», convient-elle. Adoptée par des parents québécois en 1974, Eve–Mary Thaï Thi Lac est arrivée dans la province à l'âge de deux ans.

Toute sa vie, elle a habité dans Saint–Hyacinthe–Bagot, notamment dans une ferme, avec ses parents. «Je sais castrer des cochons!», lance en riant cette fille d'agronome. Un atout de taille dans le milieu agricole.

Militante souverainiste depuis plusieurs années, Eve–Mary Thaï Thi Lac a été l'adjointe du député sortant Yvan Loubier pendant 12 ans. «Les gens savent que le Bloc a été très actif dans le milieu agricole. J'étais aux côtés de M. Loubier lorsqu'il a aidé les producteurs à se battre contre les motards qui utilisaient leurs champs pour cultiver la marijuana. Le Bloc défend la gestion de l'offre avec vigueur et a mené la bataille pour que l'hôpital vétérinaire retrouve son accréditation. Les gens savent que le Bloc travaille pour eux», explique la candidate, qui a une formation en criminologie et en droit de l'immigration à l'Université de Montréal.

Pendant près d'une heure, Eve–Mary Thaï Thi Lac, 35 ans, discutera d'environnement, de souveraineté, d'immigration et de la place des femmes en politique avec les étudiants. «Le Bloc présente des femmes aux élections partielles de Roberval et de Saint–Hyacinthe, des comtés déjà bloquistes. En plus, je suis jeune et issue des minorités visibles. Le message envoyé est clair: tout est possible pour les femmes et la relève», dit-elle aux jeunes adultes assis devant elle.

Au-delà des arguments de la candidate, la machine bloquiste est prête pour le jour J. Les dizaines de bénévoles qui vont tenter de «faire sortir le vote» lundi, comme on dit dans le jargon politique, n'ont pas l'intention de laisser filer cette circonscription qui a été remportée par 14 000 voix de majorité sur les conservateurs en 2006. «On va avoir du monde au boulot», dit une organisatrice. Même les autres candidats avouent que la machine bloquiste est la mieux huilée. Dans une élection partielle où le taux de participation oscille généralement entre 28 % et 38 %, cela peut faire la différence.

Les conservateurs dans le coup

Le plus sérieux rival du Bloc québécois est Bernard Barré, 53 ans, le candidat conservateur qui est conseiller municipal à Saint-Hyacinthe depuis 19 ans. Ce dernier a toutefois refusé de rencontrer Le Devoir pour expliquer les motivations qui le poussent à vouloir représenter les électeurs de cette région du Québec. En trois jours, il n'a pas pu accorder 15 minutes de son temps. Il n'a pas non plus participé au débat entre candidats qui a eu lieu le 28 août dernier.

L'homme s'est toutefois démarqué par ses déclarations controversées depuis le début de la campagne. Lors du lancement des hostilités électorales, le 8 août dernier, M. Barré a affiché une confiance hors du commun. «Je ne pense pas qu'on va se demander qui va gagner, mais plutôt par combien Bernard Barré va gagner», a-t-il dit au Courrier de Saint-Hyacinthe en parlant de lui à la troisième personne. Puis, il a ajouté: «Disons tout simplement que j'ai de la difficulté avec les votes serrés.» Pourtant, lors des élections provinciales de 2003, alors qu'il portait les couleurs de l'ADQ, Bernard Barré avait mordu la poussière aux mains du PQ. Il n'avait même pas gagné dans son district électoral de La Providence.

Du côté du Parti libéral du Canada, Jean Caumartin ne se prive pas pour lancer des flèches aux candidats conservateur et bloquiste. «M. Barré a été souverainiste, avant de se présenter pour l'ADQ, et là, il veut être conservateur. Disons que ça fait pas mal girouette! Dans le cas du Bloc, les gens sont tannés. Mme Thäi Thi Lac est trop dans l'ombre d'Yvan Loubier et n'a pas ses propres idées», lance Jean Caumartin, visiblement d'attaque.

Au milieu de son grand local électoral vitré, anciennement un concessionnaire Mazda, Jean Caumartin explique que les libéraux doivent revenir au pouvoir. «Le seul qui peut remettre en ordre le désastre environnemental de Harper, c'est Stéphane Dion», dit ce candidat parachuté qui est avocat à Beloeil. Selon lui, «la page du scandale des commandites est tournée», et les gens écoutent plus attentivement les idées libérales.

Mais pour s'imposer, Jean Caumartin, 43 ans, aura besoin d'une aide presque divine, compte tenu du fait que le PLC stagne à 14 % des intentions de vote chez les électeurs francophones, selon les derniers sondages. Il semble que ce soit aussi l'avis d'un cultivateur à la retraite qui vit aujourd'hui à la Résidence Bienvenue, dans le quartier Sacré-Coeur, au centre de Saint-Hyacinthe. Lors du porte-à-porte de Jean Caumartin, jeudi dernier, l'homme de 72 ans a donné au candidat libéral un exemplaire du Nouveau Testament. «Le problème, Monsieur, c'est que vous ne priez pas assez», lui lance l'homme, très sérieux. En 2006, le PLC a terminé à plus de 22 000 voix du Bloc québécois dans Saint-Hyacinthe-Bagot.

Pour la candidate néo-démocrate, Brigitte Sansoucy, une femme dynamique qui connaît les dossiers chauds de la circonscription sur le bout de ses doigts, le salut du NPD passera par sa position sur l'Afghanistan. Même si aucun électeur rencontré par Le Devoir lors de son passage dans la circonscription n'a soulevé ce conflit comme raison majeure de se rendre aux urnes, Brigitte Sansoucy est confiante que la position du NPD fera la différence. «Le fait qu'on soit le seul parti à réclamer le retrait immédiat des troupes, c'est important. Les gens m'en parlent de plus en plus», dit cette femme de 44 ans qui oeuvre depuis 25 ans dans le milieu communautaire de la région. La côte est toutefois abrupte, puisque le NPD a fini loin derrière en 2006, à plus de 25 000 voix du Bloc québécois.

Pas de contradiction; La position du Parti libéral du Canada est claire: il faut dès maintenant préparer l'après février 2009

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.11
SECTION: Forum
PAGE: A28
BYLINE: Dion, Stéphane
PHOTO: PC
ILLUSTRATION: Stéphane Dion
WORD COUNT: 917

Dans deux éditoriaux dans La Presse des 5 et 6 septembre, André Pratte critique la position du Parti libéral sur l'Afghanistan, qui est, comme chacun sait, que le Canada annonce clairement que la mission de combat de nos soldats à Kandahar prendra fin en février 2009. M. Pratte voit un " gouffre " entre cette position et les déclarations faites en 2005 par le ministre de la Défense, Bill Graham, quand a été décidée cette mission. " Le gouvernement libéral savait donc fort bien dans quelle aventure il engageait nos forces armées ", écrit-il le 6 septembre.

Mais il écrivait la veille: " Pourquoi prendre une décision irrémédiable alors qu'on ne sait pas quelle sera la situation dans deux, trois ou quatre mois?" Il refuse donc de nous reconnaître aujourd'hui une capacité de prévision qu'il accorde rétrospectivement au ministre de la Défense en 2005. On savait en la décidant que la mission des Canadiens à Kandahar serait dangereuse, mais on ne savait pas quel en serait le niveau de danger. De 2002 à 2005, les Canadiens ont subi huit pertes de vie en Afghanistan. En 2006, ils en ont subi 37. Cette augmentation n'est pas seulement la conséquence de leur déplacement de Kaboul à Kandahar, elle résulte d'une évolution de la situation générale du pays, puisque les pertes des forces alliées, stationnaires de 2002 à 2004, triplent entre 2004 et 2006. Et la situation à Kandahar dans quatre mois est tout à fait prévisible, elle sera à peu près la même qu'aujourd'hui; une aggravation dramatique n'est pas très probable; un progrès spectaculaire et rapide l'est encore moins.

La stabilisation de l'Afghanistan suppose une aide internationale prolongée à ce pays; c'est ce que déclarait Bill Graham en 2005 et M. Pratte a raison de le rappeler à ses lecteurs. C'est aussi ma profonde conviction. Mais cette aide internationale ne pourra pas être maintenue très longtemps si l'effort militaire principal doit être supporté indéfiniment par les forces canadiennes. A ce point de vue, il est clair que le Canada a fait plus que sa part par rapport aux autres pays de l'OTAN, et c'est ce que reflète la position du Parti libéral du Canada, largement appuyée par la population canadienne: il faut mettre fin à notre mission de combat à Kandahar en février 2009, comme l'a décidé le Parlement.

Il faut donc dès maintenant préparer l'après février 2009.

Deux conduites possibles

Contrairement à ce qu'écrit M. Pratte, annoncer une décision ferme du Canada ne nuirait pas aux négociations avec nos alliés de l'OTAN, mais imposerait à ceux-ci et au gouvernement afghan de choisir entre deux conduites futures: ou bien poursuivre l'effort militaire qui est fait présentement à Kandahar, en y remplaçant les Canadiens par des soldats d'un autre pays; ou bien modifier le déploiement de la force internationale pour confier davantage les missions de combat aux forces afghanes. Dans les deux cas, le Canada pourra continuer

Pas de contradiction; La position du Parti libéral du Canada est claire: il faut dès maintenant préparer l'après

à participer à l'aide, y compris militaire, à l'Afghanistan.

M. Pratte se trompe aussi quand il écrit que l'annonce prématurée d'une décision enverrait aux soldats canadiens le signal " qu'ils risquent leur vie pour une cause à laquelle le gouvernement ne croit plus ". Si on annonce à nos soldats qu'ils seront relevés à Kandahar en février 2009 par des alliés, on ne voit pas pourquoi cela leur donnerait l'impression que le travail qu'ils y font aujourd'hui est inutile. Et si la décision est de confier davantage de responsabilité aux Afghans, cela n'aura pas non plus cette signification.

L'objectif principal de l'aide internationale à l'Afghanistan est d'aider ce pays à se doter d'un État capable d'assurer la sécurité de ses citoyens et de permettre une amélioration de leurs conditions de vie. Tous les programmes d'aide, qu'ils soient civils ou militaires, comportent le risque que les Afghans en viennent à croire que la sécurité ou le développement sont l'affaire des étrangers. Il faut donc que ces programmes visent à confier le plus rapidement possible des responsabilités aux autorités afghanes, tout en continuant à leur apporter une aide matériel et un soutien technique. Quand les soldats canadiens pourront transmettre certaines de leurs responsabilités à des Afghans, ce ne sera pas pour eux un échec mais leur plus belle réussite.

Il est clair pour moi qu'il faut assurer une aide à long terme à l'Afghanistan, et structurer cette aide d'une façon qui lui permette d'être durable. Une présence militaire internationale dans ce pays est utile pour lui éviter de retomber dans la guerre civile qu'il a connue dans les années 1990 et qui a permis la prise du pouvoir par les talibans.

Mais il faut que les tâches courantes de lutte contre les insurgés et de protection des populations soient assurées le plus tôt possible par des forces afghanes. Tel est l'objectif que doit viser la politique canadienne. La position du Parti libéral sur ce point est à la fois réaliste et tout à fait cohérente avec les décisions prises en 2005. C'est le gouvernement conservateur, hésitant entre les bravades verbales et les annonces contradictoires, qui fait preuve d'un manque grave de responsabilité envers nos alliés, envers les Afghans et envers les soldats canadiens.

L'auteur est chef du Parti libéral du Canada et de l'opposition officielle à Ottawa.

Guerre et "game"

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.11
SECTION: Forum
PAGE: A28
COLUMN: Éditorial
BYLINE: Pratte,
André
WORD COUNT: 520

Ce sera l'enjeu qui, cet automne, déterminera le sort du gouvernement Harper: annoncera-t-il dans le discours du Trône du 16 octobre le retrait des troupes canadiennes de Kandahar d'ici février 2009, comme l'exigent les partis d'opposition?

Le débat sur la mission en Afghanistan n'a plus grand-chose à voir avec le fond de la question. Nous assistons plutôt à une partie de bras de fer dont les participants pensent plus aux prochaines élections qu'aux efforts des membres du 22^e Régiment et aux souffrances des Afghans. La "game" politique l'emporte sur la guerre.

En ce qui a trait au fond du problème, en effet, il ne servirait à rien que la Chambre des communes se prononce à nouveau sur la date de la fin des opérations à Kandahar. La résolution adoptée par le Parlement l'an dernier est en effet très claire: la mission canadienne a été prolongée "pour une période de deux ans". Cette prolongation ne concernait pas seulement la présence des troupes à Kandahar, mais l'ensemble de la mission en Afghanistan, sous ses aspects militaire, diplomatique et humanitaire. Autrement dit, la fin de la mission en février 2009, que réclament les partis d'opposition à cor et à cri, est déjà décidée!

Alors, pourquoi tous ces sparages? Parce que l'opposition tient à faire plier le gouvernement ou, à défaut, à le faire tomber pour faire campagne sur son talon d'Achille. De son côté, le premier ministre entrevoit une tactique gagnante en faisant porter à ses adversaires l'odieux d'un retrait complet du Canada, des soldats comme de l'ACDI.

La collision politique appréhendée est évitable. M. Harper a dit à plusieurs reprises que la mission canadienne en Afghanistan prendra fin en 2009 à moins d'un consensus parlementaire pour qu'il en soit autrement. Selon notre chef de bureau à Ottawa, Joël-Denis Bellevance, l'entourage du premier ministre a indiqué que le Canada devra à l'avenir "mettre davantage l'accent sur le rôle traditionnel des troupes canadiennes". Qu'est-ce qui empêche le premier ministre de confirmer cela dans le discours inaugural? C'est-à-dire de déclarer que, dans sa forme actuelle, la mission prendra fin en février 2009 mais que le gouvernement souhaite continuer d'aider l'Afghanistan et consultera le Parlement à ce sujet? Si M. Harper agissait ainsi, on voit mal sous quel prétexte l'opposition pourrait renverser le gouvernement.

Au Canada comme au Royaume-Uni, le Parlement joue un rôle de plus en plus important dans les questions de guerre et de paix qui relevaient autrefois de la prérogative du seul exécutif. Tant mieux: ces questions sont trop importantes pour que les représentants du peuple soient tenus à l'écart.

Toutefois, ce droit de regard des élus doit s'accompagner d'un sens élevé des responsabilités. Rarement populaire, la guerre est parfois nécessaire; ceux qui nous gouvernent doivent savoir agir malgré les bourrasques de l'opinion.

On verra, au cours des prochaines semaines, si les parlementaires canadiens sont capables de s'élever, ne serait-ce que brièvement, au-dessus de l'esprit partisan. S'ils peuvent mettre de côté les calculs électoraux au

profit des intérêts du Canada, de la population afghane et de la sécurité internationale.

apratte@lapresse.ca

Les talibans prêts à parler avec Karzaï; 27 morts et 57 blessés dans un attentat suicide commis dans le sud du pays

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.11
SECTION: Monde
PAGE: A23
SOURCE: AFP; AP
DATELINE: Kandahar
WORD COUNT: 323

Les talibans ont accepté hier la proposition du président Hamid Karzaï de négocier la fin de l'insurrection lancée il y a six ans après avoir été chassés du pouvoir en Afghanistan.

"Pour le bien et les intérêts de la nation, nous sommes prêts à des pourparlers avec le gouvernement", a déclaré un porte-parole des talibans, Youssouf Ahmadi.

C'est la première fois que les talibans se disent prêts à discuter avec Karzaï, l'homme qui leur a succédé avec l'appui d'une coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Le porte-parole des talibans a proposé que des discussions aient lieu avec des émissaires du gouvernement, comme celles qu'une délégation de la Corée du Sud a eues avec eux le mois dernier pour libérer les otages détenus pendant six semaines.

"Dès que le gouvernement demandera formellement des négociations, nous serons prêts", a-t-il dit, en posant des conditions "limitées" qu'il n'a pas précisées.

Ahmadi a cependant exprimé des doutes sur la sincérité du président. "Nous savons que le gouvernement, en traitant les talibans de terroristes, ne veut pas négocier", a-t-il dit.

Karzaï a réitéré dimanche une offre qu'il fait régulièrement aux talibans. "La paix ne peut être réalisée sans négociations", a-t-il déclaré, ajoutant: "Si j'avais une adresse pour les talibans et si je pouvais envoyer quelqu'un pour y rencontrer une autorité qui se déclare officiellement celle des talibans, je le ferais."

Interrogé hier sur la réponse des talibans, Hodayun Hamidzada, porte-parole de Karzaï, a déclaré que "les portes du gouvernement sont ouvertes à tous ceux qui obéissent à la Constitution et aux autres lois du pays".

Karzaï a aussi tendu dimanche un rameau d'olivier au dirigeant fondamentaliste du Hezb-i islami (HIG), Gulbuddin Hekmatyar. Son porte-parole, Haroon Zarghoon, a répondu que la position du mouvement n'avait pas changé: pas de négociations sans le départ préalable des 50 000 soldats étrangers qui soutiennent le gouvernement.

Au moins 27 personnes ont été tuées et 57 blessées, entre-temps, dans un attentat suicide perpétré hier à moto et visant un responsable de la police de la province de Helmand, dans le sud de l'Afghanistan.

Dion exige l'annonce de la fin de la mission en Afghanistan

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.11

SECTION: Politique

PAGE: A14

BYLINE: Duchesne, André

WORD COUNT: 347

Stéphane Dion presse Stephen Harper de faire une annonce officielle sur la fin de la mission de combat des troupes canadiennes en Afghanistan, sans quoi, il n'obtiendra pas son appui au discours du Trône du 16 octobre.

"C'est certainement une raison pour ne pas appuyer un discours du Trône", a dit M. Dion dans un point de presse à Montréal en marge d'une conférence libérale sur la prospérité économique.

Dimanche, à Sydney, M. Harper a déclaré qu'il n'était pas pressé à soumettre à la Chambre des communes un vote sur la poursuite de la mission des 2500 soldats canadiens. Il préfère attendre un consensus des partis sur la nature de la mission après février 2009.

Ces propos agacent le chef libéral selon qui le premier ministre entretient une solution à géométrie variable. "Selon sa définition (de M. Harper), il n'y avait pas de date limite, c'est ce qu'il a dit en juin (pour la présente mission). Après, il a dit qu'il y aurait un vote. Donc, c'est la confusion totale. Qu'un premier ministre, un politicien, change d'avis constamment, c'est un problème. Mais quand des vies sont en danger, c'est inexcusable."

M. Dion affirme que la position des libéraux est très claire: la mission de combat à Kandahar se termine en février 2009. Et il veut aussi que le Canada en fasse part officiellement à ses alliés au sein de l'OTAN. Cela, poursuit-il, servirait de base à une franche discussion sur le rôle que le Canada pourrait jouer après février 2009.

Le Bloc exige aussi l'annonce de la fin de la mission de combat dans le discours du Trône. La position du NPD est encore plus rigide. Le gouvernement Harper a besoin de l'appui de l'un ou l'autre des partis d'opposition au discours du Trône pour survivre.

Par ailleurs, M. Dion a dit qu'il souhaitait l'adoption d'un amendement afin qu'au cours des prochaines élections canadiennes, tous les électeurs votent à visage découvert.

"Il faudra faire un amendement. Cela dit, cela viendra en son temps, a-t-il dit. Là, il y a des élections partielles. On veut qu'elles se déroulent dans une bonne entente. Nous sommes en désaccord avec la décision d'Élections Canada, mais nous la respectons."

Un échec en Afghanistan serait dramatique

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.11
SECTION: Politique
PAGE: A14
SOURCE: PC
BYLINE: Morris, Chris
DATELINE: St. Andrews, N.-B.
WORD COUNT: 204

A la veille du sixième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le ministre de la Défense, Peter MacKay, et l'ambassadeur afghan au Canada, Omar Samad, ont soutenu hier que le monde risquait de nouvelles attaques si la paix et la stabilité n'étaient pas rétablies en Afghanistan.

MM. MacKay et Samad ont déclaré que les conséquences d'un échec seraient trop importantes pour que des pays comme le Canada songent à abandonner l'Afghanistan avant qu'il ne soit prêt à se défendre lui-même contre le terrorisme.

Au cours d'une réunion avec des ambassadeurs étrangers à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick, M. MacKay a affirmé que le Canada devait demeurer vigilant et continuer de jouer un rôle en Afghanistan afin de se protéger du terrorisme.

M. Samad a dit souhaiter que les Canadiens se souviennent de ce qui s'est passé en Afghanistan quand le pays a été oublié par le monde dans les années 90 et qu'il est tombé aux mains de terroristes, de barons de la drogue, de seigneurs de la guerre et d'Al-Qaeda.

M. MacKay a indiqué que la mission militaire canadienne en Afghanistan doit se terminer en février 2009. Il a toutefois prédit que la participation canadienne dans la reconstruction du pays se poursuivrait "très longtemps".

Les talibans gagnent du terrain en Afghanistan

PUBLICATION: La Presse

DATE: 2007.09.11

SECTION: Nouvelles générales

PAGE: A6

BYLINE: Noël, André

PHOTO: Photo Martin Tremblay, La Presse (c)

ILLUSTRATION: A moins de négocier un accord, la coalition occidentale continuera à compter ses morts pendant des années sans réussir à imposer la sécurité en Afghanistan, prévoit un chercheur. Sur la photo, un soldat canadien dans le district de Zhari.

WORD COUNT: 900

Le but de la guerre est la victoire. Celle-ci est illusoire en Afghanistan, selon un des meilleurs spécialistes de ce pays. Les soldats de la coalition occidentale gagnent des batailles, mais une fois retournés dans leurs bases, tout est à recommencer. Les talibans reviennent et reprennent le terrain perdu. Depuis 2002, ils n'ont pas cessé d'étendre leur zone d'influence.

L'insurrection dirigée par les talibans pénètre de plus en plus profondément en Afghanistan, affirme Antonio Giustozzi, auteur de nombreux livres et articles sur ce pays. Chercheur au Crisis States Research Centre, attaché à la London School of Economics and Political Science, de l'Université de Londres, il multiplie depuis des années les entrevues et les enquêtes dans la capitale, Kaboul, et dans plusieurs régions.

Il n'est pas le seul à se montrer pessimiste quant aux chances de battre militairement les talibans. Dans des termes à peine voilés, le général Guy Laroche, commandant des forces canadiennes à Kandahar, vient lui-même d'exprimer des doutes sur la capacité d'assurer une paix durable. "Tout est sans cesse à recommencer" dans le sud de l'Afghanistan, a-t-il dit dans une déclaration récente.

Dans ses analyses, M. Giustozzi souligne la complexité de la société afghane, l'évolution du pouvoir religieux et le rôle crucial du Pakistan. Il publiera sous peu un livre intitulé *Kuran, Kalashnikov and Laptop: the Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan, 2002-2007* (chez Columbia University Press).

Bien des choses ont changé depuis la rapide victoire des États-Unis et des forces antitalibanes, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. La guerre ne faisait que commencer. Elle a déjà duré six ans, soit autant que la Deuxième Guerre mondiale. A moins de négocier un accord, la coalition occidentale continuera à compter ses morts pendant des années sans réussir à imposer la sécurité, prévoit le chercheur.

Peu de membres du clergé afghan soutenaient ouvertement les talibans après leur chute en 2001. Mais depuis, les vieux membres du clergé ont été remplacés par des plus jeunes. Une bonne partie d'entre eux ont été formés dans les madrassas du Pakistan. Ces établissements religieux se réclament de l'école Deobandi, un courant fondamentaliste dont sont issus les talibans et qui fait la promotion du djihad contre l'Occident.

"En Afghanistan, où la population rurale est fragmentée en de nombreuses communautés souvent rivales, le clergé constitue l'unique réseau supra-communautaire, explique M. Giustozzi. Pouvant faire la promotion d'une action collective, qui dépasse le niveau communautaire, il joue un rôle crucial. De surcroît, l'influence grandissante de l'école Deobandi a unifié et radicalisé le clergé, qui peut maintenant agir comme une courroie de transmission entre les talibans et les communautés locales."

Dès 2003, les réseaux religieux de Zaboul, la province voisine de Kandahar, se sont joints aux talibans. L'année dernière, le gouverneur de cette province reconnaissait que "les leaders religieux de Zaboul

soutiennent tous les talibans". En 2004, des membres du clergé commençaient à prôner le djihad contre les Américains et les forces gouvernementales dans la province de Helmand, où sont concentrés les Britanniques.

Les mollahs ont ensuite commencé à soutenir ouvertement les talibans dans la province de Kandahar, où combattent les Canadiens. L'an dernier, leur soutien à l'insurrection y était généralisé, du moins dans les régions rurales. "Les mollahs sont restés fidèles au gouvernement seulement dans la ville de Kandahar", note M. Giustozzi.

Les mollahs pro-talibans ont étendu leur influence bien au-delà du sud du pays. Ils ont commencé à encourager les fidèles à se joindre au djihad contre les étrangers dans les mosquées de la capitale, Kaboul, et même au nord-est du pays, jadis réfractaire aux talibans. Ces derniers éliminent et intimident les mollahs pro-gouvernementaux. Seulement dans la province de Kandahar, ils en ont tué 12 en 2005 et 2006. Les survivants doivent demander la protection de gardes armés du gouvernement, mais il leur faut de l'influence pour l'obtenir. Sinon, ils doivent se cacher ou fuir, ce que souhaitent justement les talibans.

Le soutien du clergé ne leur suffirait pas à circuler librement dans le pays et à s'enraciner profondément dans bien des régions. Les talibans sont bien accueillis dans les nombreuses communautés et tribus qui sont en conflit avec les autorités. M. Giustozzi donne de nombreux exemples de zones rurales qui cherchent leur protection pour se défendre contre les potentats locaux, soutenus par le régime de Kaboul. "Les alliés de Karzaï (le président) éveillent l'hostilité de plusieurs communautés, les jetant ainsi dans les bras des talibans", écrit-il.

Selon lui, il est clair que le Pakistan accorde un appui tacite aux talibans. Si ce n'était pas le cas, souligne-t-il, le gouvernement du général pakistanais Pervez Musharraf contrôlerait la frontière, que les insurgés franchissent allègrement pour mener leurs attaques ou pour se replier.

"Avant 2001, le Pakistan soutenait le régime taliban, a rappelé M. Giustozzi, au cours d'un entretien depuis Londres. Aujourd'hui, il cherche encore à avoir un gouvernement pro-pakistanaï à Kaboul, qui reconnaîtrait la frontière entre les deux pays (la "Durand Line", fixée par les Britanniques en 1893). La guerre va continuer tant que le Pakistan n'aura pas obtenu satisfaction."

Une attaque contre le Pakistan, un pays doté de la bombe atomique, aurait des conséquences dramatiques. Très peu d'hommes politiques, aux États-Unis ou ailleurs, envisagent un tel scénario. Reste donc une seule option, selon M. Giustozzi: la négociation.

Ils ont gagné

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.11
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A5
COLUMN: Chronique
BYLINE: Lagacé, Patrick
WORD COUNT: 583

Quand 19 fêlés ont fait ce qu'ils ont fait le 11 septembre 2001, nous nous sommes empressés de proclamer que jamais "nous" ne serions battus en brèche.

Nous, bien sûr, c'est la modernité, les démocraties, les sociétés ouvertes. L'Occident, quoi, celui qui est dans nos têtes, pas sur la mappemonde.

Bref, tout ce qui "nous" distingue d'"eux", ces illuminés d'Allah qui lisent le Coran avec une myopie intéressée.

Nos leaders ont clamé, dans le tumulte post-11 septembre: ces gens-là ont attaqué notre mode de vie, ils haïssent la liberté, ils haïssent l'idée de sociétés qui laissent Dieu hors de la sphère publique.

Je les ai crus. Je les crois encore.

Je crois encore que les islamo-fascistes sont des nihilistes avec qui il est impossible de raisonner. Peut-on raisonner avec des fuck-the-world qui n'ont pas de demandes véritables, qui ont comme idée de la pureté ce qu'était l'Afghanistan sous les talibans?

Je croyais leur victoire impossible. Puis, un jour, dans un aéroport, on m'a saisi mon dentifrice avant l'embarquement.

Ce jour-là, c'est devenu très, très clair, pour moi.

Ben Laden a gagné.

Il a réussi à nous faire capoter, capoter bien raide. Il a réussi à nous pousser à avoir peur d'avoir peur, il a réussi à nous faire accepter un tas de trucs qui sont incompatibles avec une démocratie, avec une société ouverte.

Il y a la saisie de dangereux tubes de dentifrice. Il y a ces fouilles de dangereuses vieilles dames aux aéroports. Il y a ces expulsions de dangereux Arabes qui parlent arabe dans des avions. Il y a ces dangereux parallèles: musulman égale terroriste...

Bien sûr, c'est anecdotique. Mais ces anecdotes sont les tumeurs d'un cancer, un cancer qui est dans le climat depuis le 11 septembre 2001. Un cancer sécuritaire qui nous fait accepter des choses odieuses.

La plus odieuse? La torture. Les États-Unis d'Amérique pratiquent la torture. Oui, bon, les filous de l'administration Bush refusent de parler de torture et décrivent ce qui se passe dans les "black sites" de la CIA et dans la prison de Guantanamo Bay comme étant des enhanced interrogation techniques, des techniques d'interrogation améliorées.

Mais c'est de la torture quand même. Et quand une démocratie se met à torturer, quand elle en fait un instrument légitime de l'État, on se demande bien comment elle peut donner des leçons à des régimes totalitaires pour qui la torture est un instrument légitime de l'État. Ou donner des leçons à des islamo-fascistes.

Pendant la guerre froide, c'était simple. Il y avait des bons et il y avait des méchants. Je caricature, bien sûr. L'Ouest, "nous". L'Est, mené par les Soviétiques.

Mais entre les deux camps, c'était facile de choisir. Des tas de gens de l'Est choisissaient, d'ailleurs. Ils faisaient – attention, mot vieillot, comme cassette Beta ou Walkman – défection. Il y a un bord, le nôtre, qui possédait une supériorité morale. L'autre possédait des goulags.

Aujourd'hui? C'est le grand historien américain Arthur Schlesinger Jr, mort plus tôt cette année, qui a le mieux résumé les conséquences de la justification américaine de la torture au nom de la démocratie: "Aucune autre politique n'a causé plus de dommage à la réputation américaine dans le monde. Aucune."

Parce que désormais, quand les États-Unis – bref, "nous", que ça vous plaise ou pas – donnent des leçons de démocratie, de droits humains dans le monde, les nihilistes n'ont qu'un mot à dire pour rallier les masses musulmanes: Guantanamo. Ou Abou Ghraïb.

Bref, la victoire des 19 meurtriers qui ont tué au nom d'un Allah moyenâgeux, il y a six ans, n'est pas dans la saisie grotesque de bouteilles d'eau Naya et de tubes de Crest, avant que "nous" montions dans nos avions.

Elle est là, dans le lent avilissement de "nos" valeurs occidentales, celles de sociétés ouvertes, celles de la règle de droit. Celles que nous allons défendre et promouvoir ailleurs. En Afghanistan, par exemple...

Harper reconnaît la nation québécoise en Australie

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.11
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A1
BYLINE: Bellavance, Joël-Denis
PHOTO: PHOTO Greg WOOD, Agence France-Press
DATELINE: Canberra, Australie
ILLUSTRATION: Stephen Harper était en Australie pour participer au sommet de l'APEC à Sydney, qui a pris fin dimanche. Ses déclarations en ont surpris plus d'un...
WORD COUNT: 1052

Stephen Harper a conclu son séjour d'une semaine en Australie avec un geste audacieux. Dans un discours devant le Parlement australien, il a affirmé sans ambages que les Québécois forment une nation au sein du Canada. Il a de plus brandi la menace d'abolir le Sénat canadien, si ses efforts pour réformer cette institution restent vains.

M. Harper est le premier chef d'un gouvernement canadien à reconnaître la nation québécoise sur la scène internationale. Ce geste sans précédent pourrait provoquer des remous. La reconnaissance de la spécificité québécoise, à l'étranger par surcroît, ne fait pas encore l'unanimité au pays.

L'an dernier, le gouvernement conservateur avait fait adopter une motion à la Chambre des communes déclarant que "les Québécois forment une nation au sein du Canada uni".

Stephen Harper a fait cette surprenante déclaration devant les députés et les sénateurs australiens, en français d'abord et en anglais ensuite pour bien se faire comprendre. "L'Australie est née en anglais. Le Canada est né en français, à Québec, il y aura 400 ans l'année prochaine, et cela se reflète jusqu'à ce jour par la présence des francophones et de la nation québécoise au sein de notre pays uni", a-t-il d'abord dit en français. En anglais, le premier ministre a utilisé l'expression "the Québécois nation" devant ses hôtes, dont le premier ministre australien John Howard.

M. Harper a tenu ces propos alors qu'il relevait dans son discours les différences entre le Canada et l'Australie, mais aussi les valeurs communes qui unissent les deux pays même s'ils sont séparés par l'océan Pacifique et situés à des milliers de kilomètres l'un de l'autre.

Selon des informations obtenues par La Presse, hier, M. Harper a décidé seul, sans obtenir l'avis de ses proches collaborateurs, de conclure sa visite officielle en Australie en faisant une telle déclaration devant le Parlement. Certains de ses conseillers l'ont appris 24 heures seulement avant qu'il ne prononce son discours.

"Pour la première fois, un premier ministre reconnaît la nation québécoise sur la scène internationale. Et il n'arrête pas là. Il dit que si l'Australie est née en anglais, le Canada, lui, est né en français", a tenu à souligner à La Presse hier un haut fonctionnaire sous le couvert de l'anonymat.

"Le premier ministre tenait à démontrer le profond respect qu'il a pour les Québécois et les francophones et reconnaître du même coup leur importante contribution dans l'évolution du Canada", a expliqué une autre source gouvernementale.

Interrogé pour savoir si le premier ministre ne craint pas de provoquer une tempête politique au pays en tenant

de tels propos à l'étranger, cette source a répliqué: "Ce que nous avons reconnu au Parlement (la nation québécoise), on le reconnaît et le respecte aussi à l'étranger."

Réforme du Sénat

M. Harper a de plus réitéré son intention de réformer le Sénat. "Le Sénat australien démontre comment une Chambre haute réformée peut fonctionner au sein de notre système parlementaire. Et les Canadiens comprennent que notre Sénat, tel qu'il est aujourd'hui, doit soit changer ou, comme les anciennes Chambres hautes de nos provinces, disparaître." Deux projets de loi sur la réforme du Sénat sont bloqués au sénat. L'un prévoit limiter le mandat des sénateurs à huit ans. Un deuxième projet de loi prévoit des élections sénatoriales. Deux projets auxquels s'oppose la majorité libérale au Sénat.

M. Harper s'est rendu en Australie pour participer au sommet de l'APEC à Sydney, qui a pris fin dimanche. Durant son séjour, le premier ministre a été fidèle à son habitude de faire ses déclarations officielles d'abord en français devant les journalistes canadiens et ensuite en anglais parce que le français, selon lui, "est la langue fondatrice du Canada", a-t-il déjà indiqué. M. Harper a aussi eu un entretien bilatéral avec le président du Pérou, Alan Garcia, qui sera l'hôte du prochain sommet de l'APEC. Les deux hommes se sont entretenus... dans leur langue seconde, le français, pendant plus d'une demi-heure.

Dans son discours d'une vingtaine de minutes devant les parlementaires australiens, M. Harper a par ailleurs profité du sixième anniversaire des attentats terroristes aux États-Unis pour défendre la mission canadienne en Afghanistan, affirmant qu'il s'agit d'une cause "noble et nécessaire".

Il a souligné que le Canada et l'Australie ont souffert à leur manière d'actes terroristes. Vingt-quatre Canadiens ont perdu la vie dans les attentats du 11 septembre 2001. Et 70 soldats et un diplomate canadiens ont été tués en Afghanistan. Plusieurs Australiens ont aussi été tués dans un attentat revendiqué par Al-Qaeda à Bali, en Indonésie.

"Nos deux pays ont été ensanglantés par le terrorisme. Et nous faisons tous les deux notre part pour contrer le terrorisme. En Afghanistan et ailleurs, nos deux pays se sont engagés à collaborer. Comme l'a dit le premier ministre Howard lors de son allocution devant notre Parlement l'année dernière, "ce n'est pas seulement pour le bien de l'Australie et du Canada, mais pour le bien de tous les peuples du monde" ", a affirmé M. Harper.

"Cette cause est à la fois noble et nécessaire. Car comme l'ont démontré les événements du 11 septembre, si nous abandonnons nos semblables à la pauvreté, à la brutalité et à l'ignorance, dans le village mondial d'aujourd'hui, leur misère deviendra éventuellement, et inévitablement la nôtre", a-t-il ajouté.

Bras de fer

M. Harper a tenu ces propos alors qu'un bras de fer se dessine le mois prochain entre son gouvernement conservateur minoritaire et les trois partis d'opposition à la Chambre des communes sur la poursuite de la mission canadienne en Afghanistan après février 2009.

En fin de semaine, M. Harper a fait savoir qu'il souhaite prolonger la mission des troupes canadiennes, mais qu'il n'avait pas l'intention de tenir un vote précipité sur une prolongation à moins d'avoir un consensus des autres partis.

Les libéraux et les bloquistes, qui exigent la fin de la mission de combat en février 2009, et les néo-démocrates, qui réclament le retrait immédiat des troupes, ont réagi avec colère en menaçant de renverser le gouvernement lorsqu'il présentera son discours du Trône le 16 octobre.

A son arrivée dans la capitale Canberra, hier, M. Harper a déposé une gerbe de fleurs sur la tombe du soldat

inconnu au Monument de guerre. Après son discours, aujourd'hui, il devrait rencontrer le chef du Parti travailliste, Kevin Rudd, qui a d'excellentes chances de déloger John Howard du pouvoir aux élections prévues d'ici quelques semaines.

L'offensive conjointe contre les talibans a continué lundi en Afghanistan

DATE: 2007.09.10

KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 362

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Un nombre non précisé de talibans ont été tués, mais aucun Canadien blessé, lundi, au troisième jour d'une offensive canadienne au coeur du territoire taliban.

La mission vise à renforcer la présence internationale dans le district de Zhari, dans le sud de l'Afghanistan, et à expulser les insurgés d'une région qui a déjà été un de leurs châteaux forts.

"L'opération que nous avons menée au cours des 72 dernières heures a infligé de lourdes pertes aux talibans, tant en ce qui a trait à leur commandement qu'à leurs équipements", a fait savoir le major Eric Laforest aux journalistes, à la base de la Force internationale d'assistance à la sécurité, à l'ouest de la ville de Kandahar.

Les militaires canadiens, en collaboration avec les forces nationales afghanes, ont aussi saisi des armes et des explosifs qui auraient pu être utilisés contre eux ultérieurement, a souligné le major Laforest.

Les rebelles ont riposté aux troupes canadiennes par des tirs de mortiers et de roquettes.

"Comme on pouvait le prévoir, les insurgés ont tenté de riposter et avec les effets combinés des tirs directs et indirects, nous avons été en mesure de leur infliger des dommages et de les repousser", a-t-il ajouté.

En tout, quelque 700 soldats canadiens et membres des forces de sécurité afghanes ont pris part à l'opération.

Le major Laforest a insisté sur le fait que l'opération avait été menée avec beaucoup de précision. Les forces internationales ont été vivement critiquées pour le nombre de civils tués par les affrontements. "Nous sommes persuadés qu'il n'y a eu aucun décès civil et aucun dommage aux infrastructures civiles dans la région", a poursuivi le militaire.

Ultérieurement, la responsabilité de la sécurité de la région sera du ressort des forces nationales afghanes, d'abord encadrées par des militaires canadiens, puis de façon indépendante.

Par le passé, il est arrivé que les forces policières ou militaires afghanes, mal payées, peu entraînées et sous-équipées, cèdent rapidement des zones dont les troupes canadiennes avaient réussi à prendre le contrôle. Le major Laforest a reconnu que les Canadiens avaient déjà sécurisé la région par le passé, et il a assuré qu'ils le referont à nouveau.

Les Forces armées canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada, aux côtés des armées de l'Allemagne et des États-Unis, ont entrepris de former les forces nationales afghanes. Un nouveau programme de mentorat vient justement d'être mis en place entre les forces canadiennes et la police afghane.

WW0055-FGJD201.mag

Les films sur la guerre abondent au Festival du film de Toronto

DATE: 2007.09.10

KEYWORDS: CULTURE CINÉMA INTERNATIONAL SOCIAL

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 382

TORONTO (PC) _ Les films qui traitent de la guerre, et particulièrement de la guerre en Irak, sont nombreux au Festival international du film de Toronto, cette année.

Le cinéaste britannique Nick Broomfield y présente "The Battle for Haditha", dont tous les rôles de marines sont tenus par des militaires dans la vraie vie, dont le Canadien Eric Mehalacopoulos, qui avait 18 ans quand il est entré dans les marines après avoir quitté Montréal pour les Etats-Unis. Il a servi en Irak.

L'animateur américain de débats télévisés Phil Donahue fait ses débuts à la réalisation cinématographique avec "Body of War", portrait de Tomas Young, un jeune homme de 25 ans paralysé d'une balle à la colonne vertébrale après avoir servi moins d'une semaine en Irak. Il s'était engagé après les attentats du 11 septembre 2001 en croyant qu'on l'enverrait en Afghanistan, mais il a abouti en Irak.

Du Canadien Paul Haggis, on verra "In the Valley of Elah".

Mais à l'exception de "Redacted", de l'Américain Brian DePalma, inspiré du viol d'une jeune Irakienne par un groupe de marines, les films ne dépeignent pas les militaires comme des monstres. Les véritables monstres, semblent vouloir dire les cinéastes, sont ceux qui, de Washington, ont envoyé les troupes en Irak et dirigent les opérations.

Même dans "Rendition", de Gavin Hood, qui ne traite pas de la guerre en Irak mais plutôt des atteintes aux libertés dans la foulée des attentats du 11 septembre, c'est Meryl Streep, incarnant une directrice de la CIA, qui semble plus psychopathe que les hommes qui torturent, espère-t-elle, des suspects de terrorisme en Egypte. Reese Witherspoon et Jake Gyllenhaal y jouent.

Certains des marines du film de Paul Haggis font effectivement penser à des psychopathes, mais le cinéaste montre bien que c'est leur séjour en Irak qui les a transformés en tueurs.

Quant au film de Nick Broomfield, il réussit de magistrale façon non seulement à dépeindre la guerre d'une perspective irakienne, mais à humaniser les marines, même quand ceux-ci exécutent 24 Irakiens innocents et non armés en représailles pour la bombe artisanale qui a tué un des leurs. En fait, ils ne font que suivre les procédures prévues par le corps des marines, qui sont de faire sortir tout le monde de toute maison jugée "hostile".

Le réalisateur ne cache pas qu'il espère que son film, et d'autres semblables, persuaderont le gouvernement américain de retirer ses troupes d'Irak.

EE9816-FCJD202.mag-ac.

Le Canada et l'Australie peuvent faire une différence, affirme Stephen Harper

DATE: 2007.09.10

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 368

CANBERRA, Australie (PC) _ Le Canada et l'Australie sont particulièrement bien placés pour apporter des changements positifs dans un monde perturbé, a affirmé le premier ministre Stephen Harper, qui prononçait un discours devant le Parlement australien, le jour du sixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001.

M. Harper est le premier premier ministre canadien _ et seulement le sixième leader étranger _ à avoir cet honneur.

"Nous n'avons ni la capacité ni la volonté de conquérir ou de dominer, a affirmé M. Harper selon le texte du discours qu'il devait prononcer. Mais les deux pays sont en mesure de contribuer à faire une différence dans le monde, lorsqu'il le faut."

Le premier ministre canadien a abordé plusieurs sujets dans son allocution devant les deux chambres du Parlement australien. Il a notamment évoqué sa bataille pour réformer le Sénat canadien, vantant le modèle démocratique du Sénat élu en Australie. Il a salué la "nation québécoise", fait l'éloge de la classe moyenne et des baisses d'impôt, et même réussi à glisser une allusion au hockey.

Mais son principal message était un vibrant plaidoyer pour que le Canada et l'Australie continuent à assurer le genre de corvée militaire ayant marqué l'histoire des deux pays, qui ont tous deux combattu le terrorisme, l'impérialisme, le fascisme et le communisme, a dit M. Harper. Il a aussi évoqué l'amitié _ mais aussi les divergences _ que partagent les deux pays avec les États-Unis.

"Pour toutes ces raisons, le Canada et l'Australie sont particulièrement bien placés pour être une force de changement positive dans le monde. Et nous devrions nous engager au service de cette cause."

Les conservateurs minoritaires de M. Harper auront fort à faire aux Communes pour renouveler la mission canadienne en Afghanistan au-delà de la fin du mandat canadien, en 2009.

Pendant ce temps, l'opinion publique australienne réclame le retrait des forces nationales de l'Irak, sinon de l'Afghanistan, et le premier ministre, John Howard, devra lutter pour sa survie politique lors d'élections d'automne dont le déclenchement est imminent.

Le Canada compte environ 2300 militaires dans la province de Kandahar, au sud de l'Afghanistan. Soixante-dix soldats et un diplomate canadiens ont péri en sol afghan depuis 2002.

L'Australie a perdu un soldat en Afghanistan et un en Irak.

Ce discours clôture le séjour de M. Harper en Australie, au cours duquel il a notamment pris part au sommet des leaders de l'APEC à Sydney. Le premier ministre devait rentrer à Ottawa mercredi.

WW0763-0764-FGJD206-ac.

De nombreux kamikazes afghans sont entraînés au Pakistan, selon un rapport de l'ONU

DATE: 2007.09.10
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 402

KABOUL, Afghanistan (AP) — Plus de 80% des kamikazes afghans ont suivi un entraînement au Pakistan, selon un rapport de l'ONU qui exhorte la communauté internationale à démanteler ces refuges de la zone frontalière mais aussi à s'attaquer aux racines du terrorisme, dont la pauvreté.

Ce document, publié dimanche, se fonde sur des entretiens avec 23 détenus de Kaboul, reconnus coupables de tentatives d'attentat-suicide ou en attente de leur procès pour ce chef d'accusation, ainsi que d'autres activistes et des responsables de la sécurité.

Un rapport d'autant plus important que le nombre d'attentats suicide a explosé ces deux dernières années en Afghanistan. De 17 en 2005, il est passé à 123 en 2006. Et entre le début de l'année et la fin août, 103 attaques suicide ont été perpétrées, ce qui fera à terme de 2007 l'année la plus sanglante, selon l'ONU.

Les cibles sont exclusivement militaires ou gouvernementales mais sur les 183 victimes recensées fin juin, 80% étaient des civils, d'après le rapport.

Sur les 23 candidats kamikazes, 21 sont afghans mais la plupart ont séjourné au Pakistan en tant que réfugiés. Les organisations terroristes recrutent dans les camps de réfugiés et les écoles coraniques du Waziristan, région pakistanaise frontalière de l'Afghanistan, note le rapport.

"Le phénomène des attentats-suicide en Afghanistan est intimement lié aux diverses structures et institutions qui existent de l'autre côté de la frontière pakistanaise", peut-on y lire. "Plus de 80%" des kamikazes passent par des camps d'entraînement au Waziristan.

Si ces bastions et ces points de soutien ne sont pas détruits, "il est fort improbable que la violence en Afghanistan disparaisse", estime le rapport.

La plupart des candidats kamikazes sont jeunes, pauvres et illettrés, affirme l'ONU qui suggère de "comprendre et neutraliser les racines" sur lesquelles pousse le terrorisme.

Ghulam, un détenu de 16 ans, explique qu'on l'a drogué et qu'on lui a promis de l'argent pour qu'il mène une mission. "Ils n'arrêtaient pas de dire que je ne serais pas tué", a-t-il raconté aux enquêteurs de l'ONU. "Ils ont aussi dit que si je ne le faisais pas, j'irais en enfer".

Le rapport suggère aux troupes de l'OTAN d'éviter de faire des victimes civiles mais aussi d'éviter procéder à des perquisitions humiliantes. Pour la force de maintien de la paix, il prône le déploiement de soldats venant de pays musulmans. D'après le document, les troupes étrangères sont perçues comme une armée d'occupation et le président afghan Hamid Karzaï comme un pantin de l'Occident. "Ce sont des envahisseurs", résume Munir, un Afghan de 19 ans arrêté après avoir planifié un attentat à la voiture piégée. AP

cb/v14/nc

Un groupe insurgé irakien menace de tuer un otage Allemand si Berlin ne retire pas ses troupes d'Afghanistan

DATE: 2007.09.10
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 275

LE CAIRE (AP) — Un groupe insurgé irakien a diffusé lundi un enregistrement vidéo montrant un ressortissant allemand enlevé depuis plus de six mois, dans lequel les militants donnent 10 jours à Berlin pour retirer ses troupes d'Afghanistan, sans quoi ils menacent de tuer leur otage.

L'enregistrement montre Sinan Krause en train de boire du thé devant une toile de fond bleue et parlant avec sa mère Hannelore, libérée, elle, en juillet dernier. Alors que l'objectif se tourne vers elle, une voix affirme qu'elle a été remise en liberté en raison de sa conversion à l'islam.

La voix exige ensuite que l'Allemagne retire ses troupes d'Afghanistan dans les dix jours, ou "nous l'abattrons (Sinan) comme un agneau pour nous faire plaisir et comme un soutien à nos frères et une humiliation pour nos ennemis".

Un groupe jusque-là inconnu, les "Flèches de la droiture", a revendiqué le 10 mars dernier l'enlèvement des deux Allemands, et a depuis diffusé deux vidéos de leurs otages.

L'authenticité de l'enregistrement de lundi ne pouvait être établie dans l'immédiat, mais il a été diffusé sur un site utilisé habituellement par des militants islamistes, et arborait le logo du groupe.

La même revendication et la même menace avaient été présentées dans les deux enregistrements précédents, diffusés en mars et en avril.

Les deux Allemands ont disparu en Irak le 6 février dernier, mais les autorités allemandes n'ont pas précisé les raisons de leur présence dans le pays.

Dans une des vidéos, Hannelore Krause affirme travailler pour l'ambassade autrichienne à Bagdad, et une voix déclare que son fils est employé par le ministère des Affaires étrangères irakien.

L'Allemagne a déployé 3.000 soldats en Afghanistan dans le cadre de sa participation à la force de l'Otan, l'ISAF (Force internationale d'assistance à la sécurité). Berlin a assuré par le passé qu'elle ne satisferait pas aux revendications du groupe irakien. AP

mgh/v12

Attentat–suicide dans le sud de l'Afghanistan: 28 morts

DATE: 2007.09.10
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 191

KANDAHAR (AP) -- Un kamikaze circulant à moto a fait sauter sa charge explosive au milieu de la foule lundi à Gerechk dans le sud de l'Afghanistan, faisant 28 morts et une soixantaine de blessés selon un bilan provisoire des autorités locales.

Selon Abdel Manaf Khan, chef du district de Gerechk, 13 policiers et 15 civils figurent parmi les victimes décédées. L'attentat est survenu vers 18h30 sur la place principale de la ville, avant les prières du soir. L'auteur de l'attentat, selon un médecin sur place, s'est fait exploser près d'une station de taxi.

Gerechk est située dans la province de Helmand (sud), théâtre cette année des plus importantes violences en Afghanistan et où se concentrent les attaques et attentats de l'insurrection islamiste. C'est un des attentats les plus meurtriers dans la région depuis le début de l'année.

C'est aussi la principale région de culture du pavot, dont est tiré l'opium. D'après un rapport rendu public le 27 août par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), la production d'opium en Afghanistan a fait un bond de 34% en un an et a atteint de nouveaux records. AP

II/v0509

Un échec en Afghanistan pourrait mener à un autre 11 septembre, selon MacKay

DATE: 2007.09.10

KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONALE POLITIQUE

PUBLICATION: pcf

WORD COUNT: 213

ST. ANDREWS, N.-B. (PC) _ A la veille du sixième anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le ministre de la Défense, Peter Mackay, et l'ambassadeur afghan au Canada, Omar Samad, ont soutenu lundi que le monde risquait de nouvelles attaques si la paix et la stabilité n'étaient pas rétablies en Afghanistan.

MM. MacKay et Samad ont déclaré que les conséquences d'un échec seraient trop importantes pour que des pays comme le Canada songent à abandonner l'Afghanistan avant qu'il ne soit prêt à se défendre lui-même contre le terrorisme.

Au cours d'une réunion avec des ambassadeurs étrangers à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick, M. MacKay a affirmé que le Canada devait demeurer vigilant et continuer de jouer un rôle en Afghanistan afin de se protéger du terrorisme.

M. Samad a dit souhaiter que les Canadiens se souviennent de ce qui s'est passé en Afghanistan quand le pays a été oublié par le monde dans les années 1990 et qu'il est tombé aux mains de terroristes, de barons de la drogue, de seigneurs de la guerre et d'al-Qaida.

M. MacKay a indiqué que la mission militaire canadienne en Afghanistan doit se terminer en février 2009. Il a toutefois prédit que l'implication canadienne dans la reconstruction du pays se poursuivrait "très longtemps".

Le ministre a répété que si la mission militaire devait être prolongée, elle le serait par un vote aux Communes.

GG0591-FGCHD108-ac.